

SOCIOLOGIE DES CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX : FUTURS DE LA NATURE

Céline GRANJOU, Londres : ISTE, coll. « Système Terre-Environnement », 2016, 189 p.

[Rémi Barbier](#)

S.A.C. | « [Revue d'anthropologie des connaissances](#) »

2018/2 Vol. 12, N°2 | pages 383 à 389

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-anthropologie-des-connaissances-2018-2-page-383.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour S.A.C..

© S.A.C.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

SOCIOLOGIE DES CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX : FUTURS DE LA NATURE

**Céline GRANJOU, Londres : ISTE, coll.
« Système Terre-Environnement », 2016,
189 p.**

RÉMI BARBIER

L'ouvrage, publié en 2016 aux éditions Iste dans la collection « Système Terre-Environnement », s'ouvre sur cette interrogation (faussement) simple : assistons-nous, avec l'entrée supposée dans l'anthropocène, à la « fin de la nature » ? On pourrait en effet le penser : désormais, nature et société ne seraient plus séparables, l'humanité étant devenue une force géologique s'immisçant dans tous les compartiments et cycles de la biosphère au point de les perturber peut-être irrémédiablement ; l'effacement de la nature derrière une techno-nature, selon l'expression introduite naguère par Philippe Roqueplo, serait en quelque sorte la marque ultime, et ô combien ironique au regard des futurs qu'elle nous promet, de notre prise de possession de la planète. L'auteure apporte la réponse à sa question cent soixante-dix pages plus loin : loin d'une fin de la nature, nous dit-elle, les bouleversements globaux actuels doivent plutôt nous inciter à penser « l'irruption de ses futurs » ; et cela nous oblige à élever nos cadres conceptuels et analytiques à la hauteur de ce défi. Céline Granjou s'y emploie avec brio en élaborant dans cet ouvrage bref (trois chapitres), mais dense, une sociologie des changements environnementaux dont elle borne ainsi le cahier des charges : se tenir à bonne distance aussi bien du constructivisme social – tout n'est pas en effet affaire de symbolisation dans ce à quoi nous devons apprendre à faire face – que d'un plat réalisme environnemental qui conduirait à rejouer la scène bien connue de l'expert et du politique.

La matière de sa démonstration lui est fournie par des travaux anciens (sur le loup, les prions, la biodiversité) qu'elle revisite à l'aune des apports d'un courant en plein essor, celui des humanités environnementales. Le parti pris méthodologique retenu par l'auteure pour élaborer son approche est le suivant : pour penser les futurs de la nature et se préparer à les affronter le

cas échéant, il faut se rendre sur les « sites d'observation et de confrontation » à ces futurs-déjà-en-émergence et observer le travail des acteurs qui y sont aux avant-postes, qu'il s'agisse de gestionnaires de parcs naturels, d'experts en santé publique et de scientifiques de la biodiversité. Le parti pris théorique quant à lui consiste à accueillir au sein des sciences humaines et sociales ce que l'auteure appelle le « cadeau de Darwin », tel qu'il a été revisité par la philosophe australienne Elizabeth Grosz : soit une pensée de la nature qui ne l'envisage ni comme une construction sociale ni comme un réservoir d'entités que les humains pourraient plus ou moins convoquer et enrôler à leur guise, mais bien comme une « puissance d'agir autonome » avec laquelle nous devons apprendre à composer des « futurs plus qu'humains ». Ce faisant, l'auteure introduit un espace de discussion critique autour de la pensée latourienne des hybrides et en faveur de la reconnaissance d'une vitalité propre à la matière et au vivant. L'enquête sur ces sites de la confrontation aux futurs de la nature se déroule en deux temps principaux : un premier temps qui est pour l'auteure l'occasion d'élaborer une pragmatique du suivi et de la précaution à partir de deux cas d'irruption d'entités de nature au sein des sociétés humaines, à savoir le loup et les prions ; un second temps qui est celui de l'explicitation d'une pragmatique de l'anticipation, engagée à partir de l'étude des sciences de la biodiversité aux prises avec les alertes sur la sixième extinction et plongée de ce fait dans un travail futurologique qui prend des formes différentes en fonction des engagements et communautés épistémiques des chercheurs impliqués.

Le premier chapitre est donc consacré au loup, plus exactement au « retour » dans les Alpes de cette « bête à remonter le temps » selon la jolie expression empruntée à Isabelle Arpin. Ce dossier du loup est d'abord l'occasion pour C. Granjou de revisiter le grand thème de la séparation Nature/Société. S'appuyant sur la thèse de Jeremy Walker, elle résume le cheminement au terme duquel nous en sommes venus à associer à ce pôle de la Nature tout ce qui relevait de la permanence (dont témoigne l'ordonnement immuable des espèces dans la classification de Linné) et de la répétitivité (suivant la conception newtonienne de l'univers machine) pour mieux réserver l'historicité et le pouvoir de créativité à la seule Société des humains, et comment en parallèle nous avons instauré l'exceptionnalité humaine au sein du règne animal en excipant d'abord de notre âme, puis de nos singularités anatomiques lorsque vint le temps de laïciser cette exception.

Pourtant, cette stabilisation d'une Nature éternelle aurait pu être ébranlée par la théorie darwinienne, telle que la relate E. Grosz : la philosophe a eu en effet le mérite de rappeler qu'à côté du mécanisme de la sélection naturelle, qui introduit une historicité propre à la nature mais l'inscrit dans une perspective très fonctionnelle (la survie du plus apte), Darwin s'était attaché à décrire une « sélection sexuelle » se mêlant à la première et conduisant à abandonner toute forme de finalisme dans notre compréhension de l'évolution : cette sélection sexuelle introduit en effet la figure de l'imprévisibilité radicale, celle qui permet à l'individu d'emporter le succès (génétique) non pour sa meilleure

adaptation mais pour ses charmes propres pourrait-on dire ; elle associe donc définitivement la dynamique de la nature à des principes essentiels de l'excès, de la créativité, de la prolifération, etc. Mais les sciences humaines et sociales n'ont pas su jusqu'à présent recevoir ce « beau cadeau » et faire une place réelle à cette nature puissance d'agir et de créativité autonome.

La reprise de la controverse sur le « retour » du loup permet précisément d'illustrer cet argument de la créativité animale. S'appuyant sur les travaux d'Antoine Doré notamment, C. Granjou montre bien que le retour du loup n'atteste nullement d'un « retour au passé » mais bien plutôt d'une capacité de cet animal à inventer les comportements et stratégies qui lui permettent de prospérer dans des écosystèmes profondément remaniés par rapport à ceux dont il avait été éliminé plusieurs décennies auparavant, et notamment à ruser avec les dispositifs de suivi et de protection que les humains s'efforcent de mettre en place et de faire fonctionner tant bien que mal. Au regard de la temporalité en jeu, il serait bien inadéquat de parler de sélection et d'adaptation à ces nouveaux territoires et environnements, c'est bien de créativité et d'innovation lupines dont il doit être question. Et quant à nous, il nous faut alors comprendre plus finement cet animal, peut-être également accepter d'engager des relations « diplomatiques » avec lui, comme le suggère un ouvrage récent de Baptiste Morizot, et en tous les cas se mettre en situation de penser un « futur multi-espèces », selon l'expression de la géographe britannique Sarah Whatmore.

Le chapitre consacré au prion et au dossier de la vache folle (puis du mouton fou...) est l'occasion de poursuivre cette exploration des futurs à partager avec des entités radicalement autres et surprenantes, et de discuter la problématique de la société du risque. Pour C. Granjou, les travaux inscrits dans ce courant ne prennent pas réellement au sérieux cette altérité radicale et sa créativité propre : certes, argumente-t-elle, il est important et nécessaire d'étudier la manière dont les sociétés « construisent » les risques en leur attribuant une signification et une effectivité sociales, indispensable également d'étudier les dispositifs de gouvernementalité qu'elles mettent en place pour y faire face et comment ils sont, notamment, plus ou moins ouverts à la confrontation des savoirs experts et profanes. Toutefois, nous dit l'auteure, « en amont », il convient surtout d'étudier comment les chercheurs eux-mêmes apprennent à composer avec des entités dont les « capacités d'échappement » sont tout à fait singulières et surprenantes. C'est tout l'intérêt de cette pragmatique de la précaution que développe C. Granjou à partir de l'étude du Comité Dormont puis du comité Afssa (Agence française de sécurité sanitaire des aliments, créée en 1999) mis en place par les pouvoirs publics pour gérer cette maladie. Cette pragmatique s'articule autour de trois grandes composantes : une posture, une démarche, un style ou mode de communication.

On s'attend évidemment à ce que les experts du comité Dormont, installé en 1996, adoptent une posture d'humilité vis-à-vis d'une entité, le prion, située à la frontière entre matière inerte et vivant, et dont l'identification comme agent infectieux était récente à l'époque. Mais C. Granjou montre bien que

ce n'est en rien une posture naturelle : c'est véritablement l'expérience de la confrontation aux capacités étonnantes de cette entité qui a conduit les experts à adopter cette posture, qu'il faut donc apprendre à partager et à cultiver lorsqu'elle ne s'impose pas d'emblée. La pragmatique de la précaution fonctionne en second lieu sur une alliance entre délibération collective et « imagination scénarisante » ; cette dernière a été d'emblée guidée par une éthique du catastrophisme éclairé, puis confortée et outillée par le recours au calcul épidémiologique lors du passage de relais à l'agence de sécurité sanitaire. Enfin, la troisième composante de cette pragmatique renvoie au choix d'un mode de relation avec le pouvoir politique et, plus généralement, au type de contrat établi avec la société ; l'auteure le repère dans le style d'exposition des résultats retenu par les experts : elle montre bien en l'occurrence comment les membres du comité Dormont s'efforcent de repousser le plus longtemps possible le « moment de l'hésitation et du scepticisme », et donc combien *a contrario*, pourrait-on ajouter, une épistémologie civique adaptée à ces preuves fragiles et incertaines doit se développer.

Ce chapitre est également l'occasion pour C. Granjou de prolonger la discussion critique avec l'œuvre de Bruno Latour : ce comité est-il redevable, se demande-t-elle, d'une analyse en termes de Parlement des choses ? Prenant appui ici sur le sociologue néo-zélandais Nigel Clarke, elle estime que cette figure politique du parlement reste au fond ancrée dans une vision (paradoxalement) asymétrique et finalement anthropocentrique : elle confère en effet trop de pouvoir aux humains – celui de convoquer les êtres de nature dans un parlement – et trop peu de pouvoir aux choses mêmes, dont elle néglige peut-être le pouvoir de simplement ignorer cette invitation ainsi que la capacité à détruire les murs de ce parlement au lieu d'y siéger en bonne intelligence avec les humains. Le chapitre se termine par une reprise de la discussion du thème de la séparation Nature/Société au temps de la modernité : sous couvert de cette séparation, les « Modernes » en ont-ils profité pour faire proliférer les « hybrides » comme le prétend B. Latour ? Ce thème latourien pose un double problème à l'auteure : d'abord, avec son insistance sur l'intensité d'un travail d'hybridation par ailleurs méconnu par ses auteurs et par la société elle-même, il suppose de faire appel implicitement à une logique d'aveuglement collectif ou d'hypocrisie volontaire dont seul l'anthropologue de la modernité aurait pu mystérieusement s'extraire ; ensuite, et plus fondamentalement peut-être, la pensée des hybrides, focalisée sur l'analyse des logiques d'intéressement et d'enrôlement, tend à méconnaître le pouvoir d'échappement et d'initiative propre aux choses bien révélé par le dossier des prions. En fin de compte, explique C. Granjou, le thème de l'hybridation n'est guère intéressant pour l'épistémologie de la modernité, c'est-à-dire pour penser les pratiques de scientifiques qui feraient proliférer les hybrides à l'abri de la séparation Nature/Société sans trop se l'avouer : au fond, cette expérience de l'entrecroisement des mondes naturels et humains fait leur quotidien, il n'y aurait là guère de mystère. C'est par contre plutôt dans une perspective futurologique que la

tension entre séparation et hybridation redevient intéressante. Tout le travail des sciences depuis la modernité serait en effet orienté par une volonté de « purification réciproque du registre de la nature et de la société », afin de mieux protéger celle-ci de celle-là, mais cette promesse ne serait jamais complètement tenue et toujours repoussée à un horizon plus lointain ; dès lors, dans un ultime retournement, l'auteure avance que les cas du loup et du prion montrent que, s'il ne faut peut-être pas abandonner cette promesse de purification constitutive de la modernité, il convient *a minima* que « nous hybridions la promesse d'un avenir plus humain avec l'anticipation de futurs non pas "plus humains" mais "plus qu'humains", avec ce qu'ils peuvent aussi avoir d'inhumain ».

Le dernier chapitre, consacré à l'enjeu de la biodiversité, nous fait quitter la pragmatique de la précaution pour aborder celle de l'anticipation. Comme dans les deux chapitres précédents, l'auteure démarre par une mise en perspective socio-historique, consacrée cette fois à un bref retour sur l'histoire de la protection de la nature puis sur celle de l'émergence des sciences de la biodiversité, dont C. Granjou distingue deux grandes orientations : une orientation plutôt écocentrée, soucieuse de mettre en évidence et d'alerter décideurs et opinion publique sur les ravages produits par l'activité humaine (on reconnaît le thème de la sixième extinction notamment) ; et une orientation plutôt anthropocentrée, attachée pour sa part à identifier, pour mieux les préserver et même les maximiser, tous les « services » que nous rendent gratuitement les écosystèmes et ce monde des micro-organismes que nous commençons à peine à découvrir.

À nouveau, l'auteure entend se démarquer des grands récits et des grandes théories qu'elle ne goûte décidément que fort peu : plutôt que de s'engouffrer, à l'occasion de ces débats sur l'érosion de la biodiversité, dans une méditation sur l'émergence d'un nouveau « régime de l'anticipation » qui serait adossé à une « épistémè conjecturale », il convient plutôt selon elle de s'atteler à une analyse des micro-politiques de l'anticipation : celles-ci se déploient à l'heure actuelle au sein de quatre grandes communautés d'anticipation qui sont chacune soudées autour d'un grand scénario, d'un agenda de connaissance et d'un projet de gouvernance. Il n'y a en effet pas grand-chose à voir en termes d'appartenance disciplinaire, de pratique de recherche, de trajectoire d'engagement et de liens avec le reste de la société entre les biologistes de l'évolution mobilisés sur ce front de la sixième extinction, les écologues de l'évolution qui s'attachent à concevoir des pratiques de gestion permettant de concilier enjeux de conservation et pratiques d'exploitation, les écologues fonctionnels qui se soucient de la préservation des services écosystémiques et enfin les spécialistes de micro-écologie microbienne qui découvrent un nouveau continent du vivant et œuvrent à la constitution d'une ingénierie permettant de maintenir une « biosphère minimale ».

L'étude des écotrons, ces « grands instruments » de recherche permettant de reproduire et d'étudier de manière contrôlée le fonctionnement des

écosystèmes notamment à l'échelle microbienne, fournit à l'auteure l'occasion d'un développement de sociologie des sciences très intéressant : elle montre comment cet instrument agit à la fois comme une promesse d'entrée de l'écologie dans l'univers des sciences « dures » (avec la possibilité de produire des résultats contrôlés « toutes choses égales par ailleurs »), et comme un moyen de sceller une alliance avec les sciences du climat au sein des sciences du changement global. Mais cette étude montre également comme l'approche consistant à penser « avec » et pas seulement « à propos » des scientifiques les plus en prise avec le futur environnemental est compatible avec une posture critique : ici, il s'agit de montrer comment ce projet éco-moderniste réduisant la nature à une « infrastructure vitale de la société » à maintenir et améliorer persiste à méconnaître le pouvoir propre et irréductible de cette nature, et risque ce faisant de différer le nécessaire apprentissage de cette confrontation à l'indéterminé radical : il convient d'abandonner réellement la croyance en la maîtrise pour, peut-être, mieux se préparer aux futurs plus qu'humains.

On espère avoir convaincu le lecteur de ce compte rendu que l'ouvrage présente pour lui un triple intérêt : il revient avec clarté et précision sur trois importants dossiers environnementaux ; il revisite l'histoire et les grands enjeux de la division Nature/Société, en introduisant dans le débat des auteurs assez méconnus en France, E. Grosz, S. Whatmore et N. Clarke, que C. Granjou fait dialoguer sur un mode critique avec B. Latour et U. Beck notamment ; il recèle enfin nombre de propositions analytiques et conceptuelles susceptibles de contribuer à l'élaboration de cette sociologie des changements environnementaux et des futurs de la nature que l'auteure appelle de ses vœux. Bien sûr, ces critiques et ces thèses invitent elles-mêmes à la discussion.

Il est probable tout d'abord que philosophes et historiens trouveront à redire sur le traitement réservé à l'histoire de la séparation Nature/Société, mais raccourcis et impasses sont inévitables quand on prend le risque de ramasser un aussi vaste sujet en quelques pages par ailleurs indispensables à la bonne compréhension des enjeux. Sur la modernité, on concédera volontiers que la critique de B. Latour tombe juste sur certains aspects, notamment sur les contours assez flous de cet adversaire que l'anthropologue s'est donné et qu'il a, sans doute imprudemment, figé dans une sorte d'essence immuable. L'ouvrage a également le grand mérite de rappeler que les non-humains ne sont pas uniquement des entités à enrôler, comme l'accumulation de travaux consacrés à des projets d'innovation a peut-être pu conduire à le penser. Mais on regrettera que l'auteure n'ait pas eu le temps d'inclure le *Face à Gaïa* de B. Latour (2015) dans sa discussion, car elle y aurait trouvé justement une manière latourienne de penser la figure de l'altérité radicale et menaçante, ainsi que la vitalité propre aux choses que B. Latour aborde pour sa part à travers un délicat équilibre entre « sur- » et « sous-animation » de la matière, le tout à l'aide d'une figure centrale pour lui qui est celle de James Lovelock. Enfin, on espère que l'ouvrage invitera à multiplier les études sur les sites de confrontation des scientifiques aux futurs de la nature, et peut-être aussi

à explorer d'autres lieux comme les centres de pouvoir où s'élaborent des prospectives ou des entreprises où se fabriquent les innombrables entités (molécules, nanoparticules...) avec lesquelles nous devons cohabiter. Il n'est pas certain cependant que l'enrichissement des pragmatiques de la précaution et de l'anticipation qui en sera le fruit suffise à élaborer la politique que les bouleversements climatiques réclament. La perspective des collectifs hybrides conserve à cet égard toute sa puissance de stimulation en ce qu'elle invite à élaborer une diplomatie des « peuples et territoires en lutte », en lutte avec les futurs menaçants de la nature mais aussi entre eux. Ce ne sont là que quelques pistes de débat suscitées par un ouvrage hautement recommandable et auquel on souhaite la plus large diffusion.

Rémi BARBIER

Professeur à l'ENGEES
